



Le Bulletin

Décembre 2014



Mot du président



Coup de cœur :

Étude sur les enjeux de l'enseignement en contexte minoritaire francophone

»»» Détails



Comité tripartite :

Les groupes de travail ont le vent dans les voiles!

»»» Détails



École Rose-des-vents :

En attente du jugement de la Cour suprême du Canada

»»» Détails



L'ELF en vedette sur TFO :

Entrevue avec la FNCSF sur les deux causes scolaires en Cour suprême du Canada

»»» Détails



Indicateurs de l'éducation au Canada :

Une perspective internationale publiée par Statistique Canada »»» Détails



Campagne sur les droits scolaires :

Capsules radio et cahier spécial sur l'éducation francophone en contexte minoritaire

»»» Détails



Banque de ressources éducatives du Canada :

De nouvelles formations en janvier

»»» Détails



Ottawa bilingue :

Des conseils scolaires francophones manifestent leur appui au mouvement *Ottawa capitale bilingue!*

»»» Détails



Le PSELF et l'ECC en images :

Une première vidéo sur l'éducation en langue française

»»» Détails



Porte tournante :

Nominations, départs et autres

»»» Détails





Mot du président

Lorsque vous recevrez ce numéro de décembre du Bulletin, nous serons à quelques jours de Noël. J'en profite donc pour vous souhaiter un joyeux temps des fêtes et une bonne année 2015.

D'ailleurs, cette prochaine année sera toute spéciale pour la FNCSF car l'organisme célébrera ses 25 ans d'existence! Notre prochain congrès annuel qui se tiendra à Saint-Jean de Terre-Neuve à la toute fin d'octobre sera une occasion pour faire le point sur nos réussites et jeter un regard vers l'avenir en identifiant les défis à relever.



Depuis sa création en 1990, la FNCSF a contribué à façonner le paysage scolaire francophone en contexte minoritaire au pays. La Fédération demeure, sur la scène nationale, la voix des 28 conseils scolaires francophones. Notre plan stratégique 2015-2020 s'inscrit dans cette continuité de défendre les intérêts de nos membres par le biais de trois axes : vitalité, spécificité et valeur ajoutée de l'école de langue française, positionnement et droits à l'éducation en langue française et, enfin, renforcement de la capacité des membres.

C'est en plongeant tête première dans le dossier des droits de gestion scolaire, notamment celui de l'admission des élèves, que nous entamerons la prochaine année. En effet, le 21 janvier prochain, la Cour suprême entendra la cause de la Commission scolaire francophone du Yukon. Le sujet de l'éducation en langue française en contexte minoritaire sera donc bien présent grâce entre autres à cette cause et aussi grâce à une campagne de promotion nationale visant à sensibiliser les ayants droit à leur prérogative de pouvoir s'inscrire dans nos écoles.

Nos conseils scolaires sont encore jeunes, mais ont atteint une belle maturité. Ce qui n'empêche pas que la vigilance reste de mise pour s'assurer de ne pas perdre les acquis et pour construire l'avenir afin d'assurer la vitalité et la pérennité de nos communautés francophones et acadiennes.



En ce sens, les décisions qui seront rendues par le plus haut tribunal au pays dans la cause de l'école Rose-des-vents de Vancouver et du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique ainsi que de celle de la Commission scolaire francophone du Yukon seront déterminantes. Elles seront un indicateur clair du climat politique dans lequel plusieurs de nos conseils scolaires seront appelés à travailler pour poursuivre leurs efforts afin d'offrir des services éducatifs de qualité, variés et accessibles à leurs élèves.

Robert Maddix ←



Coup de cœur :

Étude sur les enjeux de l'enseignement en contexte minoritaire francophone

Cette rubrique vise à mettre en lumière certaines initiatives ou réussites de partenaires ou conseils scolaires de langue française en contexte minoritaire.



Nous attirons votre attention sur le document intitulé *Enjeux de l'enseignement en contexte minoritaire francophone* réalisé par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants. Il s'agit des résultats de deux enquêtes pancanadiennes menées auprès du personnel enseignant. Entre autres, 1 300 enseignants des écoles de langue française ont participé à la collecte de données.

Le document dresse un portrait des défis actuels auxquels fait face le personnel enseignant de nos écoles.

On y apprend notamment que :

- Neuf enseignants sur dix disent avoir recours aux technologies plusieurs fois par semaine dans le cadre de leurs fonctions. Cependant, la vaste majorité estime que l'accès limité à des ressources en français sur Internet est un facteur de frustration.
- Les répondants estiment que les principaux défis propres à l'enseignement dans une école de langue française sont la trop lourde charge d'enseignement avec des groupes d'élèves ayant des besoins diversifiés, la promotion de l'importance de parler, de lire et d'écrire en français puis, enfin, le manque de ressources pédagogiques, particulièrement dans l'Ouest et dans le Nord du pays.

Le document contient plusieurs recommandations. Parmi celles-ci, on note que les critères de financement des conseils scolaires par les gouvernements provinciaux et territoriaux soient revus pour tenir compte des particularités du contexte minoritaire francophone (entre autres, classes multiniveaux et pénurie de services spécialisés).

On propose aussi une stratégie nationale pour favoriser l'engagement des parents et des communautés francophones afin d'appuyer le développement de la compétence langagière des élèves en français.

On souligne aussi l'importance de mieux outiller les enseignants pour qu'ils puissent faire la promotion de la culture et de la langue française.

Enfin, on souligne le besoin de mieux outiller les enseignants pour favoriser la transmission de la langue et de la culture.



Cliquez sur l'image pour avoir accès au rapport.



Rencontre du Comité tripartite :

Les groupes de travail ont le vent dans les voiles!

La mise en œuvre du Plan stratégique sur l'éducation en langue française se précise de plus en plus grâce à l'avancement des travaux des quatre comités de travail.



Ainsi, les membres du Comité tripartite composé de représentants du monde scolaire, communautaire et gouvernemental se sont rencontrés les 3 et 4 décembre derniers. Ils ont pris le pouls des différents comités de travail (petite enfance, pédagogie/apprentissages, construction identitaire et immigration).



COMITÉ TRIPARTITE

Les 3 et 4 décembre 2014
Ottawa

Faits saillants de
la rencontre des
membres du
Comité tripartite.

MISE À JOUR SUR LES TRAVAUX DES GROUPES DE TRAVAIL

Dans un premier temps, les membres du Comité tripartite ont assisté à une présentation sur l'état d'avancement des travaux dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique sur l'éducation en langue française. Comme illustré dans le tableau des étapes de la mise en œuvre du PSELF, l'ensemble des groupes de travail en ont à identifier des ressources qui appuient l'atteinte des objectifs stratégiques tout en tenant compte des indicateurs de pertinence pour chacun des domaines prioritaires.



Les membres du Comité tripartite ont été invités à explorer le site Web du PSELF :

pself.ca

On peut y trouver toutes les informations relatives au PSELF, y compris :

- un argumentaire pour présenter le PSELF;
- Les modèles logiques du PSELF;
- Les portraits de la situation pour chaque domaine;
- Les indicateurs de pertinence;
- Le tableau des ressources ciblées, ainsi que plusieurs autres informations mises à jour régulièrement.

Pour chacun des domaines prioritaires, soit la petite enfance, la construction identitaire, la pédagogie/apprentissages et l'immigration, quelques ressources ont été mises en vitrine pour mieux les faire connaître aux membres du Comité tripartite. Suite aux présentations sur ces ressources, les membres du Comité tripartite ont eu l'occasion de réfléchir ensemble sur leur rôle dans la promotion et le déploiement maximal de ces ressources afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du PSELF.

Cliquez sur l'image pour consulter le document

Les groupes de travail en sont à identifier des ressources qui appuient l'atteinte des objectifs stratégiques tout en tenant compte des indicateurs de pertinence pour chacun des domaines prioritaires.

Nous vous invitons à consulter les faits saillants de ces deux jours de rencontre que vous retrouvez sur le site Web du PSELF (www.pself.ca).

Sous l'onglet Documentations, vous pourrez également consulter l'ensemble des présentations de chacune des ressources vedettes qui ont été abordées lors de ces rencontres soit :

- La PELF (Pédagogie à l'école de langue française)
- Trousse d'information sur l'ELF pour nouveaux arrivants
- L'axe petite enfance de la PALC (Politique d'aménagement linguistique et culturel du Nouveau-Brunswick)
- Comprendre la construction identitaire
- Études postsecondaires en français : analyse de la proximité des institutions et recension des écrits sur la transition vers le postsecondaire.





Écoles Rose-des-vents :

En attente du jugement de la Cour suprême du Canada



Les sept juges de la Cour suprême du Canada ont pris en délibéré la cause de l'école Rose-des-vents de Vancouver après avoir entendu, le 2 décembre dernier, l'appel dans cette affaire qui oppose la Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique et le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique à leur province.



La Fédération nationale des conseils scolaires francophones est intervenue en Cour suprême du Canada en faveur des parents et du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique. On voit ici le dg de la FNCSF, Roger Paul, l'avocat Roger Lepage et le président de la FNCSF, Robert Maddix.

L'avocat représentant la FNCSF, maître Roger Lepage, a souligné que quatre membres de la Fédération (le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique, le Conseil des écoles fransaskoises, la Commission scolaire francophone du Yukon et la Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest) sont impliqués dans des recours juridiques pour faire valoir leurs droits de gestion scolaire. L'avocat a poursuivi en disant qu'il est de plus en plus difficile pour certains conseils scolaires francophones au pays de faire respecter l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* qui garantit le droit à l'instruction dans sa langue à la minorité linguistique. ([Consultez le lien vers le communiqué pour la suite](#))

À noter que la requête présentée par le procureur général de la Colombie-Britannique pour obtenir une ordonnance radiant, au complet, le mémoire conjoint de trois conseils scolaires francophones et d'une partie du mémoire de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF) a été rejetée.

Pour en savoir davantage :

[Équivalence des infrastructures scolaires : le débat se poursuit devant la Cour suprême](#)

[Le mémoire de la FNCSF](#)

[Le mémoire du procureur général de l'Alberta](#)

[La requête de radiation présentée par la Colombie-Britannique](#)

[La réponse de l'Association des parents](#)

[La réponse du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique](#)

[La réponse de la FNCSF et des 3 conseils scolaires](#)

[Les francophones devant la Cour suprême pour leurs écoles \(Le Devoir\)](#)

[L'APÉ de Rose-des-Vents devant la Cour suprême du Canada \(Radio-Canada\)](#)

[L'Alberta soutient que les francophones « choisissent » l'assimilation \(L'Express\)](#)





LA FNCSF en vedette à TFO :

Entrevue avec la FNCSF sur les deux causes scolaires en Cour suprême du Canada

L'émission 24.7 de TFO, diffusée en Ontario, présentera en janvier prochain un segment portant sur les revendications de certains de nos conseils scolaires relativement aux droits de gestion.



S'appuyant sur la cause juridique de l'école Rose-des-vents située à Vancouver, en Colombie-Britannique, et de celle de la Commission scolaire francophone du Yukon, toutes deux devant la Cour suprême du Canada, la FNCSF, par le biais de son directeur général, Roger Paul, a été invitée à commenter les enjeux en éducation francophone au pays.

La FNCSF y aborde entre autres la notion d'équivalence et d'homogénéité des infrastructures scolaires, l'importance des programmes de francisation, du droit de gestion des admissions et d'une formule de financement adaptée aux besoins particuliers des conseils scolaires francophones.





Indicateurs de l'éducation au Canada :

Une perspective internationale publiée par
Statistique Canada



Statistique Canada diffusait le 16 décembre dernier le rapport [Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale 2014](#). Ce rapport est produit conjointement avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Il place dans un contexte international certains aspects des systèmes d'éducation des provinces et territoires du Canada. Voici quelques faits saillants :

Niveau de scolarité à la hausse au pays : Au Canada, la proportion des adultes âgés de 25 à 64 ans ayant terminé des études tertiaires (un diplôme collégial ou universitaire) a augmenté, passant de 40 % en 2000 à 53 % en 2012—le taux le plus élevé parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)!

Obtention d'un diplôme d'études secondaires : Au Canada, en 2011, la proportion d'élèves qui ont terminé leurs études dans le temps prévu variait grandement d'une province et d'un territoire à l'autre, soit de 12 % au Nunavut à 84 % en Nouvelle-Écosse.

Résultats sur le marché du travail : Au Canada et dans les autres pays de l'OCDE, les perspectives d'emploi augmentent avec le niveau de scolarité. En 2012, au Canada, le taux de chômage des personnes âgées de 25 à 64 ans n'ayant pas obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires était de 44 %.

Les ressources financières investies dans l'éducation : Au Canada, en 2010-2011, les dépenses par élève au niveau secondaire étaient légèrement supérieures à celles enregistrées au niveau primaire. Ces dépenses étaient plus élevées que les moyennes de l'OCDE. Le Canada a affecté 6,4 % de son PIB aux établissements d'enseignement en 2010, soit un peu plus de la part de sa richesse que la moyenne des pays de l'OCDE (6,1 %).

Étudiants internationaux : Les étudiants d'Asie représentaient plus de la moitié des étudiants internationaux au Canada en 2011 avec les étudiants de la Chine composant le groupe le plus important d'étudiants internationaux par pays d'origine, suivi par ceux issus de l'Inde et de la France.

Temps de travail des enseignants : En moyenne au Canada, le temps d'enseignement représente environ 60 % du temps de travail total des enseignants. Ce ratio et la tendance observée à chacun des différents niveaux d'enseignement sont semblables à ceux de la moyenne des pays de l'OCDE.

Ce rapport est un complément au rapport annuel de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), *Regards sur l'éducation*, qui présente des données complètes sur l'éducation pour tous les pays qui en sont membres, dont le Canada.





Campagne sur les droits scolaires :

Capsules radio et cahier spécial sur l'éducation francophone en contexte minoritaire

La Saint-Valentin aura de la compétition en 2015. C'est en février prochain qu'une campagne de sensibilisation sur les droits linguistiques constitutionnels en matière d'éducation battra son plein. Cette campagne est orchestrée et financée par le Programme d'appui aux droits linguistiques (PADL).

Un cahier spécial sur l'éducation en langue française sera inséré dans les journaux communautaires francophones au pays publiés à l'extérieur du Québec. Par ailleurs, des capsules précisant les avantages d'étudier en français en contexte minoritaire seront diffusées sur les ondes des membres de l'Alliance des radios communautaires.



La Fédération nationale des conseils scolaires francophones est l'un des quatre organismes nationaux qui ont accepté de participer au projet en accordant des entrevues et en livrant des témoignages. Les autres participants sont la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, la Commission nationale des parents francophones (CNPF) et la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF).



Fait à noter, cette campagne comprend aussi le témoignage d'un conseiller scolaire. Monsieur Ludovic Gouailler, président de la Commission scolaire francophone du Yukon et membre du conseil d'administration de la FNCSF, a accepté de partager son expérience comme élu scolaire par le biais d'une entrevue. ←



Banque de ressources éducatives du Canada :

De nouvelles formations en janvier

En avez-vous assez de chercher désespérément des ressources en français de qualité pour appuyer votre enseignement?

Ne perdez plus votre temps! Venez découvrir quelques-unes des milliers de ressources que contient la Banque de ressources éducatives du Canada, la BREC.



Édumédia, Bioweb, les ressources de TFO et du CFORP ne vous disent rien? Hé! bien vous êtes mûrs pour suivre cette formation!

À la demande générale, les formations offertes en décembre seront reprises le 15 janvier prochain, à 13 h 30 et 15 h 15 (heure d'Ottawa).

Tout ce dont vous avez besoin, c'est d'un téléphone pour vous joindre à nous, un ordinateur pour suivre la présentation et votre nom d'utilisateur et mot de passe pour naviguer sur la BREC (<https://brec.cforp.ca>)

Nous vous demandons de bien vouloir **confirmer votre participation par courriel** à vmorand.fncsf@bellnet.ca.

Entre-temps, vous êtes curieux d'en savoir davantage? Nous vous invitons à consulter ces deux courtes vidéos :

- Comment faire une recherche dans la BREC : <https://vimeo.com/44037837> (cliquer sur télécharger pour voir la vidéo)
- La BREC 101: <https://vimeo.com/69634416>

Cette formation s'adresse aux enseignants et aux directions d'écoles tant de l'élémentaire que du secondaire. La BREC offre 7 000 objets d'apprentissage numériques et interactifs pour appuyer les enseignants dans leur travail.

D'autres formations plus ciblées sur les élèves en difficulté, par exemple, sont également prévues plus tard dans l'année.

Par ailleurs, des affiches et des brochures faisant la promotion de la BREC ont été acheminées aux écoles des 16 conseils scolaires situés en contexte minoritaire au pays à l'extérieur de l'Ontario. Rappelons que les conseils scolaires francophones en Ontario ont leur propre Banque de ressources éducatives, la BREO. ←



Ottawa bilingue :

Des conseils scolaires francophones manifestent leur appui au mouvement *Ottawa capitale bilingue* !

Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) ainsi que le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) ont joint la liste des organismes incluant la FNCSF qui appuient le Mouvement pour une capitale du Canada bilingue.



[Cliquez sur l'image pour consulter le site Web du Mouvement](#)

Ce mouvement a vu le jour en mai dernier. Jacques de Courville Nicol en est l'instigateur de concert avec la titulaire de la Chaire de recherche de l'Université d'Ottawa sur la francophonie et les politiques publiques, Linda Cardinal, et le conseiller juridique en matière de droits linguistiques, M^e Gérard Lévesque.

Le CECCE estime qu'il a « une responsabilité en vertu de la Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario d'assurer la vitalité et la pérennité de nos écoles et de créer des conditions qui favorisent la transmission de la langue française et de la culture francophone en Ontario. Cette responsabilité doit être partagée par le palier municipal et la communauté. Cette désignation valoriserait, chez nos élèves, l'importance de bien parler les deux langues officielles puisque les francophones seraient reconnus au même titre que les anglophones ».

Pour sa part, le CEPEO affirme être d'avis que « les bienfaits d'un bilinguisme officiel dans la capitale nationale sont multiples et donc, incontournables. La valeur économique du bilinguisme et l'épanouissement culturel qui en découle constituent un point d'ancrage important et essentiel pour nos élèves francophones et les jeunes citoyens de la ville d'Ottawa. »

Enfin, le CSDCEO avance pour sa part comme argument que « l'Ontario est le bastion des francophones de l'Ontario et que plusieurs municipalités environnantes se sont déjà désignées comme municipalités bilingues. »

Les conseillers municipaux Mathieu Fleury et François Trépanier appuient tous deux le bilinguisme officiel de la capitale. Le maire d'Ottawa reste toutefois opposé au projet.

Le Mouvement pour une capitale du Canada officiellement bilingue est une initiative citoyenne qui a un ambitieux projet pour fêter le 150^e anniversaire de la Confédération : que, dans la capitale fédérale, le français et l'anglais aient un statut d'égalité totale, et que l'ensemble des services dispensés au public soit partout accessible dans les deux langues.





Le PSELF et l'ECC en image :

Une première vidéo sur l'éducation en langue française

La FNCSF envisage de produire une série de capsules vidéo visant à mieux faire connaître le Plan stratégique sur l'éducation en langue française (PSELF) auprès du personnel scolaire, des élèves et des membres de la communauté.



Le lancement d'une première capsule est prévu à l'hiver. Grâce à une approche ludique par le biais de courtes animations racontant des histoires personnalisées, les capsules aborderont divers thèmes tels que le choix de l'éducation pour son enfant, les occasions de développer la langue française, le bilinguisme durable, la culture comme pierre angulaire de la construction identitaire, l'ouverture sur les autres, le rôle de la communauté, la petite enfance, l'accueil des immigrants et la pédagogie/apprentissages.

Ce projet est réalisé en partenariat avec le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP).





Porte tournante :

Nominations, départs et autres

Voici quelques changements survenus au cours l'automne au niveau des présidences de conseils scolaires ...



Michèle Dallaire a été élue à la barre du Conseil scolaire Centre-Est (Alberta).

Mère de trois enfants, Mme Dallaire a été élue comme conseillère scolaire en 2007.

Elle a aussi siégé comme vice-présidence et a été secrétaire du conseil de parents à l'école Beauséjour à Plamondon.



Kevin Bell a été élu à la présidence du Conseil scolaire Centre-Nord (Alberta).

M. Bell s'est impliqué pendant de nombreuses années à l'École publique Gabrielle-Roy et a été président du Centre d'expérience préscolaire et parascolaire. Il remplace également Guy Généreux comme membre du conseil d'administration de la FNCSF.



De son côté, **Roger Grégoire** assume les fonctions de président du Conseil scolaire catholique de district des Grandes Rivières. (Ontario).

Monsieur Grégoire est conseiller scolaire depuis 2010.



Diane Corriveau est désormais la nouvelle présidence du Conseil scolaire catholique Franco-Nord (Ontario).

Madame Corriveau est conseillère scolaire depuis 2004.



De son côté, **Robert Demers**, se retrouve à la tête du Conseil scolaire catholique Providence (Ontario).

Il est conseiller scolaire depuis 2010.



Melinda Chartrand est devenue la nouvelle présidente du Conseil scolaire de district catholique Centre Sud (Ontario).

Madame Chartrand est conseillère scolaire depuis plus de douze ans.

Ancienne présidente de l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, elle est représentante du CSDCCS au sein de l'organisme et occupe la vice-présidence de la FNCSF.



Jean-François L'Heureux est désormais à la barre du Conseil scolaire Viamonde (Ontario).

Père de 5 enfants et ancien membre du conseil d'administration de l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario (ACEPO).

Avant son élection comme conseiller scolaire en 2010, il fut président du conseil d'école à l'école Pierre-Elliott-Trudeau.





À noter au calendrier ...

Quoi : Formation sur la Banque de ressources éducatives du Canada (BREC)
Lieu : Audioconférence
Quand : 15 janvier 2015, à 13 h 30 HNE et 15 h 15 HNE <http://brec.cforp.ca> bit.ly/ressources-brec

Quoi : Rencontre du conseil d'administration de la Fondation Éduquer en français
Lieu : Ottawa (Ontario)
Quand : 20 janvier 2015

Quoi : Audience à la Cour suprême de la cause de la Commission scolaire francophone du Yukon
Lieu : Ottawa (Ontario)
Quand : 21 janvier 2015

Quoi : Rencontre du comité exécutif de la FNCSF
Lieu : Ottawa (Ontario)
Quand : 21 janvier 2015

Quoi : Rencontre du comité organisateur du congrès 2015 de la FNCSF
Lieu : Ottawa (Ontario)
Quand : 21 janvier 2015

Quoi : Rencontre du comité exécutif de la FNCSF
Lieu : Ottawa (Ontario)
Quand : 5 février 2015

Quoi : Rencontre du conseil d'administration de la FNCSF
Lieu : Ottawa (Ontario)
Quand : 6-7 février 2015

